

**FORTUNE ET INFORTUNES DE « TONTON MITTERRAND »  
DANS LA PRODUCTION PICTURALE SATIRIQUE AU  
CAMEROUN SOUS L'ÈRE DES QUESTIONS  
DÉMOCRATIQUES 1990-1993**

**Amina Djouldé Christelle**

Département d'Histoire  
Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines  
Université de Ngaoundéré / Cameroun  
Email: [a.kristy007@gmail.com](mailto:a.kristy007@gmail.com)

**Résumé :** La présente étude analyse, à travers la pictographie satirique au Cameroun, les modalités opératoires de la domestication de la figure de François Mitterrand. Plus précisément, il s'agit à partir des images strictement caricaturales, de voir comment les artistes satiriques locaux ont construit et façonné une identité stéréotypée du président François Mitterrand et lui ont collé le titre/statut de « Tonton ». En effet, suite à l'instauration du pluralisme politique au Cameroun (1990) dans un mouvement de remise en cause du corset autoritaire de l'Etat (1990-1993), François Mitterrand, alors président de la France apporte un soutien incontesté au régime de Paul Biya contrairement à l'esprit et à la lettre de son discours de la Baule. Considérée comme une forme d'ingérence « pernicieuse » à la fois par des opposants et par une population excédée, cette intervention constitue une source d'inspiration majeure pour les caricaturistes. Ces derniers s'en nourrissent pour élaborer l'identité et la carrière caricaturale du président de la France. L'étude présente le caractère dominant du discours satirique cristallisé autour de la métaphore graphique de la figure de « l'oncle du président Biya », qui s'impose pour désigner François Mitterrand, présenté comme le « Tonton » du Cameroun. La publication locale de ces dessins satiriques entraîne une prolifération des codes picturaux et linguistiques autour de l'appellation populaire de « Tonton Mitterrand ».

**Mots clés :** Fortune, Infortune, « Tonton Mitterrand », Caricature, Cameroun,

**Abstract :** This paper explores how Cameroonians' political cartoons domesticated the figure of François Mitterrand as the "Tonton". In 1990, the establishment of political pluralism was accompanied with contestation of the authoritarian state (1990-1993). During this period, François Mitterrand, the president of France gave his support to Biya's regime. This act was an antithesis of the spirit and the Mitterrand's speech at La Baule. In Cameroon, France's intervention was considered with both opponents and an overcrowded population as a form of « pernicious » political interference. So cartoonists used to denounce it with satirical drawings. These drawings contributed to develop an identity and a caricatural career of the French's president. Here, it is analyzed the satirical discourse crystallized around the metaphor of the uncle which is used to call François Mitterrand. Within these graphic metaphors, François Mitterrand is presented ironically as the "Tonton" of

*Cameroon. Thereby critical drawing gives rise to the proliferation of pictorial and linguistic codes on the popular nickname "Tonton Mitterrand".*

**Keys words:** "Tonton Mitterrand", "Cameroon", Caricature, Biya's regime.

## Introduction

L'objet de cet article<sup>1</sup> porte sur la domestication de la figure du président français François Mitterrand dans la caricature politique camerounaise. L'idée ici défendue est de montrer que la convergence de la réalité historique et « le travail de fictionnalisation » (Ségas, 2012 : 63) de la satire politique a permis aux caricaturistes de construire une image locale du président français. Depuis sa rencontre avec la France en 1914<sup>2</sup>, la politique intérieure du Cameroun est fortement marquée du sceau de la mère métropole. De la période coloniale à l'époque postcoloniale, les dirigeants français ont chacun à sa manière, politiquement façonné le Cameroun. Au regard de ce lien historique, la politique de la France au Cameroun a fait l'objet de nombreuses publications dans les domaines de l'histoire (Deltombe et al, 2010, Abwa, 2000), la science politique (Eyinga, 1984, Bayart, 1983) et la littérature (Bet, 2006, 1986, 1972). Cependant, si ces productions scientifiques insistent davantage sur la place des réseaux politiques français dans le processus politique au Cameroun, il reste qu'elles n'ont porté qu'une attention discrète sur le regard local sur les présidents français. Ce constat est également observé dans le domaine de l'image dont le statut d'objet et de source est encore négligé dans la science historique au Cameroun (Amina sous presse). Dans l'optique de surmonter la marginalisation épistémologique et heuristique de l'image, cette réflexion a pour objectif, d'analyser à partir de la caricature, la politique de la France au Cameroun à travers les images stéréotypées de François Mitterrand. C'est sur la base de ces avatars iconographiques que les artistes camerounais ont tracé l'identité et la carrière caricaturale du président français pendant l'exercice de sa fonction. Ceci étant, le présent travail constitue, un

---

<sup>1</sup> Nous remercions la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Ange-Guépin de Nantes qui nous a permis de rédiger cet article par l'octroi de la bourse de mobilité Hampaté Bâ pour doctorant. Nous remercions le Pr G. L. Taguem Fah pour son érudition qui nous a inspiré cette thématique et ses corrections qui ne cessent de mûrir notre approche méthodologique. Merci également à mes camarades boursiers Bénédicte Faye, Joseph Blaise Bitogo et Samabaré Boubacar ainsi que Soro Amadou doctorant à la MSH pour leurs contributions à l'interprétation des images

<sup>2</sup> Le 14 septembre 1914, les Allemands sont vaincus au Cameroun par les troupes françaises et britanniques. Pendant deux années, Français et Britanniques prirent des mesures pour conjointement administrer le Cameroun. D'après le général français Joseph Aymerich alors commandant des troupes de l'Afrique Equatoriale Française (AEF), la guerre contre l'Allemagne au Cameroun n'était pas une simple mesure de défense. Il s'agissait d'une logique de conquête territoriale et coloniale. M. Michel, 2013, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Karthala, pp.18-21.

prolégomènes aux études visuelles des rapports entre la France et le Cameroun plus précisément dans le domaine de la caricature.

En réalité, la mobilisation de la métaphore graphique de la figure de l'oncle par les caricaturistes locaux a justifié la désignation de Mitterrand comme le « tonton »<sup>3</sup> du Cameroun. Les mécanismes d'invention de cette onomatopée de « Tonton Mitterrand » sont élaborés à partir de la fusion des discours réels et fictifs. Autrement dit, le discours fictif élaboré à partir des « choix du dialogue, la façon de dessiner, d'agencer les planches » (Ségas, 2012 : 63) en association avec les réalités sociopolitiques du pays sont utilisés par les artistes pour broser un portrait particulier du Président. *A contrario* des figures politiques camerounaise, il y a lieu de mentionner que l'onomatopée de « tonton Mitterrand » n'a pas été élaborée selon les principes du *sharpening*. D'après J-B. Renard, le *sharpening* est l'un des mécanismes fondamentaux de la distorsion de l'information (Renard 2010 :15). Introduite dans la pratique caricaturale, il est utilisé pour déformer ou accentuer les traits physiques des personnes illustrées (Renard 2010 :15). A titre d'exemple, une personne grande de taille devient un géant, celle qui a une petite taille devient un nain, tandis que celle qui a une pilosité est un broussailleux (Renard 2010 :15). C'est sur la base de ces détails qu'en France, l'identité et la carrière caricaturale de certains hommes politiques ont été forgées. Pour exemples, la grande taille du général Charles de Gaulle<sup>4</sup> a servi à

<sup>3</sup> La désignation de Mitterrand comme tonton n'est pas une invention camerounaise. Ce surnom lui a été attribué par les caricaturistes du journal satirique français *Le Canard Enchaîné*. En réalité, l'origine de ce nom viendrait d'un nom de code que lui ont attribué les agents de sécurité au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. C'est à partir de 1988 que ce surnom utilisé par les caricaturistes français va faire florès au point où l'on va parler de « tontonmania ». Entretien avec Alain Grandremy, à Saint-Just Le Martel (France), 04 octobre 2014. Entretien avec Guillaume Doizy, à Saint-Just Le Martel (France), 03 octobre 2014. Par conséquent, les caricaturistes camerounais n'ont fait que « vernaculariser » l'appellation de « Tonton » pour désigner François Mitterrand. Mentionnons également que l'appellation tonton en contexte camerounais dépasse également le cadre étriqué de la famille pour se déporter dans les relations interhumaines. Il est courant que cette expression soit utilisée par les cadets pour interpeller, ou désigner un inconnu plus âgé. Parfois, le terme « tonton » témoigne du respect et du degré d'intégration d'un tiers, ami ou connaissance au sein d'une famille bien distincte. Explicitement, dans la société camerounaise, l'appellation de tonton n'est pas seulement utilisée pour désigner une parenté consanguine.

<sup>4</sup> 18<sup>e</sup> président de la République française de 1959 à 1969. D'abord chef de la France libre pendant la Seconde Guerre Mondiale, il devient le président du gouvernement provisoire de la République française de 1944 à 1946. Il exerce ensuite comme président du Conseil des ministres français de 1958 à 1959, période au cours de laquelle, il devient le principal instigateur de la V<sup>e</sup> République fondée en 1958.

l'illustrer en géant, de même que la petite taille de Michel Rocard<sup>5</sup> a fait de lui un nain ou les sourcils touffus de Léonid Brejnev<sup>6</sup> sont illustrés de manière broussailleuse (Renard 2010 :15). Ce procédé est similaire pour les représentations des traits psychologiques ou moraux. Par exemple « un économe devient un avare, un nerveux un agité » (Renard 2010 :15). En contexte camerounais, la forte corpulence de Gervais Mendo Zé<sup>7</sup> lui a valu une représentation pachydermique ou l'aspect svelte d'Andzé Tsoungui<sup>8</sup> qui lui vaut une caricature d'anorexique chronique. Pour ce qui est de Mitterrand, l'image qui se dégage de lui en France est celui d'un monarque usé, rusé et secret (Renard 2010 :16). La trajectoire d'identité picturale du Président s'est construite bien évidemment sur la base des faits ou des rumeurs. En réalité, l'affaire de l'attentat de l'Observatoire<sup>9</sup>, la rumeur de cancer<sup>10</sup>,

<sup>5</sup> Premier ministre français entre 1988 et 1991 sous la présidence de François Mitterrand.

<sup>6</sup> Chef du parti Communiste, Principal dirigeant de l'Union soviétique de 1964 à 1982.

<sup>7</sup> Ancien directeur de l'Office de la radio et de télévision nationale *Cameroon Radio and Television* (CRTV) de 1988 à 2005. Homme politique autrefois influent au sein du RDPC, il est l'auteur des chansons dithyrambiques à l'honneur de la première dame du Cameroun, Chantal Biya. Une faute de gestion financière à la CRTV lui a valu une interpellation dans le cadre de l'opération épervier à la police judiciaire de Yaoundé en 2008. Depuis lors, il s'est effacé de la scène politique. Le 16 novembre 2014, présumé coupable de détournement des fonds publics, Mendo Zé est mis aux arrêts dans le cadre de l'Opération Épervier.

<sup>8</sup> Homme de main du Président Paul Biya. Ancien Ministre délégué à l'Inspection de l'Etat en 1979 sous Ahidjo, il occupe le portefeuille du ministre de la justice de 1979 à 1983. Après un bref passage aux forces armées comme ministre de juin 1983 à août 1983, il est absent aux affaires jusqu'en 1989 où il est nommé délégué général à la Sûreté Nationale. Il achève sa carrière comme ministre de l'Administration territoriale de 1992 à 1997.

<sup>9</sup> Il s'agit de l'attentat d'assassinat de François Mitterrand qui échoua. Dans la nuit du 15 au 16 octobre 1959, François Mitterrand échappa en effet à un attentat près des jardins de l'Observatoire à Paris. Cependant, le personnel politique de la droite l'accusa d'avoir lui-même organisé cet attentat afin de retrouver une popularité afin d'éclipser celle du général De Gaulle. (Renard, 2010 : 16.)

<sup>10</sup> La rumeur sur le cancer de Mitterrand fit son apparition au milieu des années 1960, propagée par les gaullistes. Cette rumeur resta permanente au cours de la carrière politique de Mitterrand mais finit par s'avérer vraie. En septembre 1992, le président Mitterrand est opéré et interné à l'hôpital Cochin. Le communiqué officiel de l'Elysée mentionne le traitement d'un cancer de la prostate. En 1996, Mitterrand décède des suites de cancer.

[http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2010/04/07/2021917\\_sexe-et-rumeur-une-tradition-bien-ancree-a-droite.html](http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2010/04/07/2021917_sexe-et-rumeur-une-tradition-bien-ancree-a-droite.html)

la découverte d'une fille cachée<sup>11</sup>, le scandale des écoutes téléphoniques de quelques dirigeants politiques<sup>12</sup>, la signification occulte des monuments<sup>13</sup> qu'il a fait construire à Paris, ont servi à justifier cette image du président (Renard 2010 :16).

En contexte camerounais, à l'image de la presse satirique française, la figuration du personnage de Mitterrand dans la pictographie satirique s'opère à partir des réalités dans un contexte sociopolitique instable. C'est son rôle historique dans le jeu politique au Cameroun entre 1990 et 1993 qui a valu au dirigeant français, la fabrication de l'image populaire de « tonton » par les caricaturistes. En effet, la fourchette chronologique 1990-1993 au Cameroun correspond à la période de démonopolisation politique. La situation de crise interne que les politologues ont appelé « période de braise » et le mouvement dit « Vent d'Est » en Europe, ont contraint la France à revoir sa politique néocoloniale à l'égard du Cameroun. Le soutien néocolonial de la métropole a permis à l'ordre gouvernant non seulement de dompter la contestation populaire, mais aussi de renforcer son pouvoir autoritaire.

L'engagement politique de Mitterrand au Cameroun a nourri la créativité artistique des caricaturistes qui n'ont pas manqué de lui coller l'étiquette de « l'oncle du président Paul Biya ». Cette dénomination a une portée politique dans la mesure où, elle inscrit la trajectoire des relations franco-camerounaises dans une perspective néopatrimonialiste.

Le néopatrimonialisme selon J.-F. Médard (1996), correspond à une situation duale où l'Etat post-colonial se caractérise par un

---

<sup>11</sup> Le double septennat de Mitterrand a été animé par les rumeurs de l'existence d'une fille cachée qui vivait à l'Élysée. C'est en novembre 1994, que la France découvre le visage de Mazarine, la fille cachée du président Mitterrand avec sa maîtresse Anne Pingeot. L'histoire et le parcours du couple Mitterrand et Pingeot est raconté dans D. Le Bailly, 2014, *La captive de Mitterrand*, Stock, Paris.

<sup>12</sup> En 1982, Mitterrand crée une cellule anti-terroriste à l'Élysée. Très vite, la cellule dirigée par Christian Prouteau devient un centre d'écoutes téléphoniques du personnel politique français. C'est en 1993 que les journaux *Le Canard Enchaîné* et *Libération* révèlent l'affaire.

[http://www.lepoint.fr/politique/mitterrand-le-maitre-des-ecoutes-12-03-2014-1800137\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/mitterrand-le-maitre-des-ecoutes-12-03-2014-1800137_20.php), consulté le 21/08/2015.

<sup>13</sup> Il s'agit de la pyramide du Louvre et le monument Arche de la défense. La pyramide du Louvre construite entre 1985 et 1989 a été commandée par Mitterrand pour embellir la façade avant du musée du Louvre à Paris. L'Arche de la défense est un monument en forme d'arche inaugurée le 14 juillet 1989 à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française. Ces monuments considérés comme les bijoux de l'architecture française ont été assimilés aux pratiques maçonniques du président.

phénomène de patrimonialisation et de bureaucratisation. Ceci parce qu'au sein de l'Etat, l'on rencontre des formalités, des normes et standards dans l'encadrement des activités économiques et sociales.

Cet encadrement débouche sur le contrôle des ressources par une catégorie particulière de l'Etat qui recourt souvent aux techniques d'allégeance et de soumission des gouvernés pour maintenir leur suprématie. Ce type de gestion qui entraîne généralement une confusion entre les secteurs privés et publics, implique une porosité des frontières entre le politique et l'économique. Dans la perspective de J.-F. Médard, le néopatrimonialisme en contexte camerounais repose sur le principe de détournement des fonds publics par certains cadres de l'État à des fins d'enrichissement personnel illicite. Toutefois, si cette approche du néopatrimonialisme de Médard permet d'appréhender le rapport entre pouvoir économique et pouvoir politique dans les stratégies de domination, elle n'est pas suffisamment pointilleuse pour cerner les « liens spéciaux » (Mongo Beti, 2006) qui s'illustrent dans les rapports entre Biya et Mitterrand.

Dans sa conception du néopatrimonialisme, Ketil Fred Hansen (2003), prend en considération les paradigmes de la cellule familiale dans la confusion entre les sphères privées et publiques dans l'exercice du pouvoir. Pour s'inscrire dans la perspective de Fred Hansen, la trajectoire des rapports entre François Mitterrand et Paul Biya fonctionne selon le modèle d'une famille. Mitterrand se comporte vis-à-vis de Biya comme cet *oncle* tout puissant qui ne rend compte à personne dans la gestion de sa progéniture et qui peut librement décider de son avenir. Par ailleurs, cette lecture de domination patriarcale au nom de la parenté, croise le patrimonialisme de Weber. Le sociologue allemand pense la construction domination par la prééminence de la culture et des valeurs traditionnelles dans la confusion entre le privé et le public (Weber, 1995, 1992).

Dans le cadre de cette réflexion cependant, le néopatrimonialisme est l'ancrage théorique qui permet de cerner le rapport de domination qui s'illustre dans les relations entre François Mitterrand et Paul Biya. En effet, le néopatrimonialisme est une institution formelle qui intègre routines, croyances et mythes légaux (dont la bureaucratie) et les pratiques culturelles traditionnelles (logiques familiales et patriarcales) dans les rapports de domination (Sindjoun, 2007). Ainsi, l'exploration de la dynamique des rapports franco-camerounais illustrés à travers la pictographie satirique de François Mitterrand et la rationalité du pouvoir, se structurent sur la base des inégalités de position, de pouvoir (politique et économique) et de technologie de soumission patriarcale. De ce fait, l'onomatopée « Tonton Mitterrand » donne clairement à voir sur les stratégies plus

ou moins explicites de liturgies de dénonciation des formes « pernicieuses de familiarité » entre les dirigeants français et camerounais.

Ces considérations nécessitent que soient décryptées les différentes manières dont la trajectoire picturale de « Tonton Mitterrand » est agencée dans le dessin satirique au Cameroun. Inscrite dans une perspective historique et anthropologique en association avec les techniques d'analyse picturale, il est question de faire une économie politique de l'identité et de la carrière caricaturale de François Mitterrand telle qu'elle s'est émancipée au Cameroun. Ainsi, un corpus de quatre caricatures extraites exclusivement de la presse écrite privée *Le Messenger*<sup>14</sup> et *La Messagère*<sup>15</sup> de 1990 à 1993 auprès des particuliers, constitue le matériau principal de cette analyse. Le projet de collecte des images aux sièges du journal *Le Messenger* à Douala et de Yaoundé s'est avéré infructueux du fait de manque d'archives picturales sur le président français. La rareté des caricatures sur François Mitterrand dans la presse écrite camerounaise s'explique par la répression exercée contre la publication des pictographies jugées préjudiciables à l'image de la France. Cette censure administrative entre 1990-1993, doublée de la destruction des archives jugées « subversives » ou « néfastes » à la coopération franco-camerounaise, expliquent ce déficit iconographique. Les informations orales et écrites rassemblées ont cependant permis d'enrichir les informations picturales disponibles. L'ensemble de cette documentation a permis de structurer l'étude autour de trois axes. D'abord un rappel succinct du contexte historique de l'intervention de la France au Cameroun entre 1960 et 1993. Ensuite, une analyse les formes pictographiques satiriques de François Mitterrand dans la caricature camerounaise. Enfin, le décryptage de la symbolique de la figure de « Tonton Mitterrand » dans le discours politique au Cameroun.

### **1. Contexte historique de l'intervention de la France au Cameroun entre 1960 et 1993**

Pour cerner l'essence de l'ingérence de la France de Mitterrand dans la politique camerounaise, il faut entreprendre une analyse

---

<sup>14</sup> Principale presse écrite anti-gouvernementale au cours de la période de braise (1990-1993) qui a été fondée en 1979 par Pius Njawé (1957-2010). La posture éditorialiste du journal a favorablement accueilli les caricatures jugées subversives par le gouvernement. De ce fait, le journal a joué un rôle majeur dans l'émancipation de la caricature politique d'opposition. Fidèle à sa philosophie éditorialiste, le journal continue à dénoncer les dérives du pouvoir.

<sup>15</sup> Version satirique de *Le Messenger*.

diachronique, laquelle permet d'appréhender le contenu de cette intervention durant la période allant de 1960 à 1989. Les événements observés pendant ce temps expliquent dans une certaine mesure le rôle politique de la France dans le Camerounais post-Ahidjo, précisément entre 1990 et 1993.

### **1.1. François Mitterrand et le monopartisme au Cameroun sous Ahmadou Ahidjo (1966-1982) et Paul Biya (1982-1989)**

L'élection de Mitterrand comme chef de l'Etat français en mai 1981 fut interprétée par les opposants africains exilés ainsi que par la frange progressiste de la population africaine comme une ère nouvelle de liberté dans les rapports franco-africains (Deltombe et al, 2010 :635). Pour Bayart, cette euphorie traduisait le rejet d'une certaine politique africaine de la France articulée autour de la crise « morale » (Bayart, 1983 :21). Crise « morale » manifestée par le mercantilisme, l'interventionnisme, le cynisme, les compromissions de la politique subsaharienne de Giscard d'Estaing ainsi que ses rapports très privés avec les chefs d'Etats du pré-carré, avaient gravement altéré l'image de la droite française chez les opposants africains (Bayart, 1983 : 21). Ainsi, quand Mitterrand, le jour de son investiture, le 21 mai 1981, dépose une rose rouge sur la tombe de Jean Jaurès, de Jean Moulin et de Victor Schoelcher (1804-1893) l'émancipateur des Noirs des Antilles et de la Guyane<sup>16</sup>. Chez beaucoup d'Africains ce geste fut politiquement interprété comme le symbole de la liberté (Bayart, 1983 : 24).

Ainsi, après vingt deux ans de gaullisme, de pompidolisme et de giscardisme, la France mitterrandienne est perçue comme celle des droits de l'homme qui, défend les opprimés et émancipe les peuples (Deltombe et al, 2010 :236). L'image messianique de Mitterrand est renforcée par son discours prononcé à Cancun au Mexique en octobre 1981. Le discours cancunien qui insiste sur la responsabilité des pays du Nord dans la « tiers-mondisation » de ceux du Sud est cerné comme le cheval de bataille du nouveau dialogue Nord-Sud (Mongo Beti, 1986 :85). Mais très vite, beaucoup d'Africains vont désenchanter en jugeant progressivement par les faits que leur vision dithyrambique de la France n'est qu'un fantasme puisque chez tous les chefs d'Etat français, furent-ils de gauche ou de droite, les intérêts de la France

---

<sup>16</sup> Homme politique français père de la lutte anti-esclavage en France. Il est l'artisan du décret de l'abolition officielle de l'esclavage en 1948. Cependant, il est aussi considéré comme un colonialiste car il a défendu la colonisation par le canal de la scolarisation. Pour plus de détails sur la biographie de l'auteur, se référer à J. A., Debray, 2006, *Victor Schoelcher ou la Mystique d'un athée*, Paris, Perin.

passent avant ceux de leurs anciennes colonies, leur actuel « pré-carré ».

Au Cameroun, il avait également été observé une sorte d'euphorie suite à la victoire de Mitterrand aux élections. Pour certains, le nouveau président français se présentait comme l'homme qui allait faire rentrer le héros nationaliste Um Nyobè<sup>17</sup> au pays (Deltomb et al, 2010 : 635), car sur le territoire national, circulait une rumeur selon laquelle Um Nyobè avait survécu aux assauts militaires de 1958 et s'était réfugié en France, Mitterrand en tant que socialiste n'allait pas manquer de le ramener au Cameroun (Deltomb et al, 2010 : 635) afin qu'il rassemble les troupes pour chasser Ahidjo du pouvoir. Pour d'autres, ceux-là, convaincus que le Mpodol dormait à jamais dans sa tombe à Boumnyebel, Mitterrand allait le réhabiliter, afin qu'il passe du statut de « maquisard bassa » à celui de héros national.

Cette vision fort idéalisée du président français de gauche par une partie de Camerounais n'est pas partagée par quelques intellectuels opposants. Mongo Beti (1986) et Abel Eyinga (1984) alors en exil en France, voyaient en François Mitterrand le nouveau patron du colonialisme français en Afrique en général et au Cameroun en particulier au regard de son rôle historique dans ce phénomène dans les pays subsahariens. En 1951 en effet, François Mitterrand en tant que Ministre de la France d'Outre-mer avait contribué à la fragilisation du nationalisme africain. Il avait négocié avec Houphouët Boigny, la rupture entre le Rassemblement Démocratique Africain (RDA)<sup>18</sup> et le Parti Communiste Français (PCF). Ce désapparement avait été entériné en 1956 à l'Assemblée Nationale de la France par la promulgation de la loi cadre de Gaston Defferre<sup>19</sup>. La conséquence

---

<sup>17</sup> Surnommé au Cameroun le *Mpodol* (Le porte parole), Um Nyobé est l'un des précurseurs du mouvement nationaliste indépendantiste dans la lutte pour la décolonisation du Cameroun. Après le bannissement de l'UPC en 1955 par les administrateurs coloniaux français, comme la majorité des militants, il entre dans la lutte armée. Il est assassiné le 13 septembre 1958 dans la forêt de Boumnyebel dans la Sanaga Maritime par les troupes franco-camerounaises.

<sup>18</sup> Le RDA est une fédération des partis politiques africains, il est fondé à Bamako en 1946 par Félix Houphouët-Boigny. Affilié au Parti Communiste français, son objectif était de créer un espace fédératif pour tous les partis africains engagés dans la lutte contre la colonisation française. Très actif au début de sa création, il est quasiment démantelé à cause des rapports de concubinage de son fondateur avec la France, son désapparement avec le Parti Communiste Français ainsi que par les pressions du gouvernement français.

<sup>19</sup> Cette loi promulguée par le parlement français en 1956 sous l'instigation de Gaston Defferre codifie le processus de décolonisation de l'Afrique française. En premier lieu elle institue le suffrage universel et le collège unique. Ensuite, elle permet l'établissement de gouvernement composé de 05 membres élus par l'assemblée locale et quatre fonctionnaires nommés par le gouverneur local. Enfin la loi élargi

directe de cet acte fut l'affaiblissement<sup>20</sup> du nationalisme panafricain et surtout le début d'une décolonisation suivant la logique des colonisateurs français et non celles voulues par les nationalistes. Ce rôle précis de Mitterrand dans la construction de l'hégémonie française en Afrique post-coloniale renforce alors le point de ces intellectuels camerounais qui pensent que le président comme tous ces prédécesseurs garde une vision coloniale de l'Afrique. A l'orée du mandant miterrandien, les faits penchent en faveur du point de vue de ces intellectuels. A l'automne 1983, lors du VIII<sup>e</sup> sommet de la France-Afrique à Paris, Mitterrand reçoit chaleureusement et en privée la fine fleur du « césarisme tropical » (Mongo Beti, 1986) à l'instar de : Mobutu Sese Seko<sup>21</sup>, Étienne Gnassingbe Eyadema<sup>22</sup>, Félix Houphouët Boigny<sup>23</sup> et Omar Bongo<sup>24</sup>. Pour soutenir ces chefs d'Etats qui sont en même temps ses « clients » (Bitée, 2008), le président français n'a pas manqué de remettre en cause la politique de son ministre de la coopération Jean Pierre Cot. Ce dernier avait pour objectif de discipliner les dictatures africaines ce qui est contraire à la vision de Mitterrand qui perçoit l'Afrique comme le réservoir économique de la France et ne veut en aucun cas risquer de perdre sa chasse gardée (Deltombe et al, 2010 : 637). Ceci est la preuve qui démontre que comme ses prédécesseurs, Mitterrand perpétue le style familial des relations franco-africaines au détriment des rapports plus institutionnalisés (Bayart, 1983 : 97). Logique de rapport que le président a appliqué dans ses relations avec les présidents camerounais.

---

les pouvoirs de l'Assemblée Territoriale afin de faciliter l'intégration et la promotion des autochtones.

<sup>20</sup> Il faut mentionner que, l'affaiblissement du nationalisme ne concernait pas le Cameroun. Ceci dans la mesure où, c'est au cours des années 1950 que la lutte nationaliste upciste se fortifie et radicalise au point de devenir l'un des plus violents en Afrique. R. Joseph, 1986, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, pp.188-354.

<sup>21</sup> Ex président du Zaïre (actuel République Démocratique du Congo) de 1965 à 1997. Dictateur incontesté, il est chassé du pouvoir par un coup d'Etat orchestré par les troupes de l'opposant Joseph Désiré Kabila.

<sup>22</sup> Ancien président du Togo de 1965 à 2005. En 2005, il meurt au pouvoir à bord de l'avion présidentiel qui l'évacuait pour des soins médicaux vers la France.

<sup>23</sup> Père de l'indépendance de la Côte d'Ivoire qu'il dirige jusqu' à sa mort en 1993. Principal acteur africain du réseau de la Françafrique, il s'est attribué le titre d'ami intime de Mitterrand en 1992.

<sup>24</sup> Deuxième président du Gabon qu'il dirige de 1967 à 2009 années de sa mort. Installé au pouvoir par Jacques Foccart, il s'illustre en maître incontesté de la pérennisation de la Françafrique.

Bien que le Cameroun par volonté d'affirmation politique d'Ahidjo ne prenne plus part aux sommets France-Afrique depuis 1973 (Oyono, 1990 : 172-173), la même année, le président démissionne son pays de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM), et après avoir quitté en 1971 la société aérienne air Afrique, la France n'a pas cessé de le soutenir. Ainsi, par ces actes, Ahidjo manifeste non seulement son opposition à « l'impérialisme des intérêts français » en Afrique (Oyono, 1990 : 172), mais aussi le président veut donner l'impression que les prises de positions au niveau de Yaoundé sont autonomes (Oyono, 1990 : 191). Ce qui explique qu'au début des années 70, Ahidjo ait officiellement prît ses distances par rapports à la France (Oyono, 1990 : 172). Cependant, ces distances ne traduisent pas la rupture du pacte colonial signé entre les deux pays en 1959. Ce pacte a plutôt fait l'objet d'un réaménagement par les deux parties en 1973 sous forme d'accords secrets de coopération et d'assistance technique (Oyono, 1990 : 111), mais en aucun cas les modifications ne nient la place fondamentale de la France dans les affaires camerounaises. Fidèle à la coopération franco-camerounaise, Mitterrand a ouvertement et avec fermeté, soutenu Ahidjo pendant la crise du Biafra au Nigeria. Alors que le Nigeria soumettait le régime de Yaoundé à de fortes pressions militaires, au cas où il soutiendrait les indépendantistes igbo dirigés par le général Ojukwu, la France s'est dite prête à intervenir au Cameroun et l'a fait comprendre au Nigeria par le canal de Washington (Bayart, 1983 : 25-26). Paradoxalement, la fermeté avec laquelle la France prit position pour le Cameroun au plan externe ne fut pas la même sur le plan interne au sujet de la crise de succession entre Biya et Ahidjo entre 1983 et 1984.

En 1982 au cours d'un séjour médical en France, Ahmadou Ahidjo est déclaré gravement malade par ses médecins et lui font comprendre que ses fonctions présidentielles ne pourront contribuer qu'à altérer sa santé. Convaincu, Ahidjo démissionne du pouvoir pour préserver sa santé. Ainsi, le 4 novembre 1982, Ahidjo démissionne de ses fonctions de Président de la République. Il est succédé selon la Constitution par Paul Biya alors Premier Ministre. Il prête serment le 6 novembre 1982 et devient légitimement le deuxième Président du Cameroun. En 1983, pour se rassurer sur son bilan de santé, Ahmadou Ahidjo se rend en Allemagne pour confirmer le diagnostic. Contrairement aux Français, les médecins allemands lui déclarent une bonne santé. Dès lors, Ahidjo décide de revenir au Cameroun reconquérir son pouvoir (Monga, 1986 : pages ?)

Dès lors s'installe le bicéphalisme à la tête de l'État camerounais entre janvier et juin 1983, s'enchâssent la dénonciation d'un complot d'assassinat du président Biya en août et le putsch manqué du 6 avril

1984. Dans ce conflit qui oppose Ahidjo (président de l'Union National Camerounaise (UNC) et Paul Biya (Président de la République), Mitterrand reste officiellement neutre. Il donne l'impression de mettre sur le même plan l'ex-président et son successeur. Pour Bayart, cette neutralité de la France dans la crise de succession au Cameroun a involontairement conduit le pays vers le coup d'Etat manqué d'avril 1984. Mongo Beti pense au contraire que Mitterrand n'a pas été neutre dans ce conflit.

Le président socialiste, en rendant visite à Paul Biya en juin 1983 pendant sa tournée africaine avait implicitement choisi son camp (Mongo Beti, 1986 : 81 et 110). Son silence officiel dit-il « traduit l'hypocrisie de la gauche française » (Mongo Beti, 1986 :85). D'ailleurs, l'écrivain pense qu'Ahidjo a été démis de ses fonctions en douceur par les socialistes parce que son image altérée par les vingt quatre années de dictature étaient considérées comme impropres par « la gauche qui se veut officiellement défenseure des droits de l'homme » (Mongo Beti, 1986 :108). Mongo Beti donne ainsi du crédit aux spéculations locales qui voient en la démission d'Ahidjo, un complot socialiste pour venger Mitterrand de l'humiliation à lui infligée par Ahidjo.

Les faits remontent à 1962, lorsque Mitterrand qui avait basculé dans l'opposition française sous De Gaulle prend ouvertement position en faveur des victimes de l'ordonnance antissubversive notamment : André Marie Mbida (ex-premier ministre du Cameroun en 1957), Charles Okala (ancien ministre des affaires étrangères sous Ahidjo), Marcel Bebey-Eyidi (chef du parti travailliste camerounais) et Théodore Mayi-Matip (président du groupe parlementaire de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) légale) (Deltomb et al, 2010 : 495). D'après les rumeurs transcrites par Claude Abé, en tant qu'avocat des accusés, Mitterrand se rend au Cameroun en prélude au procès. Il n'y prendra jamais part car refoulé à l'aéroport et déclaré par Ahidjo *persona non grata* au Cameroun (Abé, 2011 :151-152). L'attitude d'Ahidjo à l'égard de Mitterrand à cette époque peut s'expliquer par le fait que le président camerounais, très proche de De Gaulle qu'il respectait et craignait en même temps, ne pouvait oser s'attirer les foudres de son mentor en permettant à son rival politique de venir dans son pays défendre des « subversifs ». Accepter l'avocat Mitterrand au Cameroun pouvait d'une part s'apparenter au manque de loyauté envers qui, Ahidjo tenait la légitimité externe de son pouvoir. Et d'autre part, cet acte allait à l'encontre de la politique défense de la souveraineté nationale âprement défendue par Ahmadou Ahidjo nonobstant ses excès collatéraux.

En interprétant *a posteriori* ces faits, il est possible d'énoncer que la démission d'Ahidjo fut une éviction forcée, manipulée par les

socialistes. Ce qui vient renforcer la position de Mongo Beti selon laquelle, Biya est le filleul de Mitterrand et qu'il soutient techniquement et silencieusement le président camerounais depuis 1983 (Mongo Beti, 1986 : 81). Il faut cependant attendre l'année 1990 pour que Mitterrand prenne activement position en faveur de Paul Biya face aux soubresauts internes contre son régime.

### **1.2. Question démocratique, crise du commandement et rôle de la France dans la stabilisation du régime de Biya entre 1991 et 1992**

En 1990, les promesses de l'ouverture démocratique du régime de Paul Biya tardent de se mettre en place. Les populations excédées commencent progressivement à revendiquer dans la rue la mise en place de la démocratie. Conscient de la super puissance des Etats-Unis à la suite de la chute du mur de Berlin en 1989, Mitterrand ne souhaite pas que les contestations internes au Cameroun soient l'occasion pour les USA de s'établir dans son pré-carré (Taguem 2014 : 197). La perte du Cameroun aurait alors des conséquences irréversibles pour la géostratégie politique et économique de la France en Afrique centrale. Au plan économique, le Cameroun depuis la colonisation est le pays où la France possède de solides intérêts privés et publics. Dans le domaine géopolitique, l'ouverture du pays sur la mer permet à la France d'installer des bases militaires pour soutenir ses actions militaires en Afrique centrale. À partir du Cameroun également, la France protège ses activités pétrolières dans le Golfe de Guinée conduites par le groupe pétrolifère Elf-Aquitaine (Mongo Beti, 1986 : 84). En tant qu'homme politique avisé, François Mitterrand profite de la fin de la Guerre Froide pour procéder à un revirement stratégique dans l'optique de se positionner en donneur de leçons de démocratie aux Africains (Bitée, 2008 : 54). En juin 1990, au sommet France-Afrique tenu à La Baule au sud de la France, François Mitterrand demande vivement aux chefs d'Etats d'Afrique subsaharienne d'arrimer leurs gouvernements aux principes démocratiques sous peine de voir l'aide au développement suspendue. Au regard de la courbe des relations franco-africaines depuis la colonisation, ce revirement implique que la France s'efforce pour rester maître du destin politique de son pré-carré (Bitée, 2008 : 54). « L'Etat-patron » des régimes antidémocratiques africains (Bitée, 2008 : 55) ne voulait pas être débordé par la vague des revendications de libertés par les peuples de ses anciennes colonies de l'AEF (Afrique Équatoriale Française) et de l'AOF (Afrique Occidentale Française) portées par les « dynamiques du dedans et du dehors » (Bayart, 1992 : page ?) et maintenir son prestige (Mongo Beti, 2006 : 176). À la suite de cette injonction de la France et acculé par les revendications internes, Paul

Biya, fait promulguer une série de lois parmi lesquelles une loi sur la liberté d'association et de création de partis politiques. Il convient de souligner que le Cameroun connaît des manifestations qui exigent la libéralisation.

L'année 1990 marque en effet le début du processus démocratique camerounais avec la création d'une *Coordination nationale pour la démocratie et le multipartisme* qui vaudra à Me Yondo Black, ancien bâtonnier et à plusieurs personnes d'être arrêtés pour sédition, subversion, affront au chef de l'État en février 1990. Leur procès devant le tribunal militaire de Yaoundé en mars donnera lieu à une première mobilisation du barreau camerounais pour soutenir autant les accusés que leurs revendications. Malgré le refus officiel du multipartisme, John Fru N'Di lance en mai 1990 à Bamenda, le *Social Democratic Front* (SDF) lors d'une marche dont la répression cause la mort de 6 personnes. Dès le 03 juin 1990, la Conférence épiscopale camerounaise publie une lettre pastorale qui critique ouvertement le pouvoir. Le 04 juillet 1990 enfin, le Président Paul Biya accepte d'abandonner le monopole politique exercé par le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) créé en 1985 sur les cendres de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) de l'ancien Président Ahidjo. Une commission de révision de la législation sur les libertés publiques est créée par décret le 21 juillet 1990. Dès le mois de décembre 1990, l'Assemblée nationale adopte une série de lois parmi lesquelles une loi sur la liberté d'association et de création de partis politiques<sup>25</sup>.

C'est reconnaître ainsi à la suite de Taguem Fah (2014), Francine Bitée (2008) et Mongo Béti (2006) que, la libéralisation qui intervient en 1990 n'est pas l'œuvre de la volonté politique de Paul Biya. Il y a été contraint par une coalition tenace de déterminants extérieurs dominés par le « Vent d'Est » et les forces intérieures portées par divers acteurs du champ social et politique. La libéralisation du champ politique s'accompagne de la contestation populaire de l'ordre autoritaire. La crise populaire de la légitimation de l'État est diversement exprimée : lettre ouverte de Célestin Monga au Président Biya, marche des chauffeurs taxi et des vendeurs à la sauvette à Douala, grève des étudiants de l'Université de Yaoundé, montée en puissance des caricatures outrageuses contre le pouvoir dans la presse écrite privée, campagne de désobéissance civile appelée « opération

---

<sup>25</sup> Cf. à ce sujet : « Histoire de Cameroun », in Encyclopédie française, une publication en ligne. [https // www.encyclopaedia. net](https://www.encyclopaedia.net).

ville morte » orchestrée autour du slogan *Biya must go* (Biya doit partir), et réclamation de la tenue d'une conférence nationale souveraine (Sindjoun, 1996).

L'intransigeance de l'opposition pousse le pouvoir à radicaliser la violence publique. Le commandement opérationnel est instauré pour maintenir l'ordre du gouvernement Biya. En lieu et place de la conférence nationale jugée « sans objet », Paul Biya organise la tripartite dont les clauses plombent l'opposition politique. Même les résultats des élections législatives et présidentielles de 1992 sont entachés d'irrégularités manifestes en faveur du parti parti-Etat, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) (Boulaga, 1997).

Compte tenu des dérives du pouvoir, les principaux bailleurs de fonds du Cameroun, notamment les Etats-Unis et l'Allemagne s'en indignent et décident de sanctionner le régime en place, déçus par les irrégularités électorales, les violations des droits de l'Homme et une violence policière particulièrement brutale. Les Etats Unis décident en premier de sanctionner le régime de Yaoundé par l'arrêt du financement de l'aide au développement (Emmanuel, 2010 : 83). Ils vont plus loin en fermant en 1994, les portes du programme local d'aide au développement l'USAID-Cameroun (Taguem, 2014 : 197). L'Allemagne est la première à réduire son support au régime de Biya en 1992. Le montant de la subvention des projets bilatéraux est alors passé de « 50 millions de dollars américains en 1992 à 30 millions en 1993 » (Taguem, 2014 : 197). L'action de l'Allemagne ne se limite pas seulement à la réduction de ses subventions, mais également à celle visant à convaincre l'Union Européenne de suspendre ses aides au Cameroun.

L'intervention française vient annihiler cette campagne en réduisant les initiatives européennes à une simple mise en garde (Taguem, 2014 : 197). Au lieu de suivre les traces de ces pays occidentaux, la France offre son soutien au régime en place. Ce positionnement n'a pas pour seul but de sauvegarder les positions stratégiques françaises en Afrique centrale, il fait aussi état des tensions et rivalités entre nations étrangères sur le territoire camerounais (Taguem Fah 2014 : 198). Face aux sanctions américaines et allemandes à l'encontre du Cameroun, la France qui ne tient pas à la chute du régime de Yaoundé, triple le montant de son aide pour assurer la survie du régime (Taguem, 2014 : 197). Dès 1991, l'aide française est passée de 175.7 millions de dollars américains à 407.3 millions en 1992 et 425.7 en 1993 (Emmanuel, 2010 : 86-87). Ce soutien est révélateur de l'importance du Cameroun dans le pré-carré français et ressort également les contradictions qui jalonnent le discours de

démocratisation prononcée par la France. La politique mitterrandienne de gestion de crise au Cameroun met en exergue les paradoxes de la démocratisation en cours dans ce pays. Taguem Fah, pour énoncer ces paradoxes dans le processus politique au Cameroun, préfère parler de « question démocratique » (Taguem, 2001). Selon l'auteur, au lieu d'être un processus mis en place par une politique plus libérale, la démocratisation est au contraire synonyme de violence et d'exactions policières, monopole politique du parti-Etat. Conséquemment, la démocratisation au lieu de libérer les Camerounais assure plutôt la survie et le renforcement de l'Etat autoritaire en place.

A l'analyse de ces faits, il ressort clairement que les rapports de François Mitterrand avec le Cameroun ne sont pas circonstanciels. L'implication mitterrandienne dans le processus politique au Cameroun entre 1990-1993, n'est donc pas un simple concours de circonstance mais le reflet, voire la manifestation d'une dynamique historique qui plonge ses racines dans la période coloniale. Par conséquent, l'attitude paternaliste du président français à l'égard de son homologue camerounais Paul Biya, fera l'objet des représentations caricaturales dans la presse écrite privée et par la même occasion, permettra aux caricaturistes de tracer une identité du président français autour de la métaphore de « l'oncle ».

## **2. Les formes pictographiques satiriques de François Mitterrand dans la caricature au Cameroun**

La libéralisation du champ d'expression et d'association dès décembre 1990 consacre dans le domaine des medias écrits, le retour de la subversion picturale (Fogué & Amina Djouldé, 2013). Dans la mouvance de mise en crise de l'ordre dictatorial, il est observé une nette émancipation du discours pictural grotesque. La caricature, n'est plus sous la tutelle étatique comme ce fut le cas au cours de la période politique monolithique. En effet, dès la réémergence<sup>26</sup> du dessin caricatural dans la presse gouvernementale *Cameron Tribune* en 1974, Ahidjo a veillé à ce que cette forme d'image se conforme aux principes étatiques d'éducation et de distraction des citoyens. Ceci dans l'optique d'éviter l'émergence des contres discours à l'ordre gouvernant et de ce fait pérenniser la domination du

---

<sup>26</sup> Il faut rappeler qu'avant 1962, la pratique de la caricature tombait sous le coup de l'ordonnance présidentielle contre la subversion. Cette ordonnance, contribue à endiguer la presse écrite ainsi que la production des images politiques satiriques. C'est ce qui explique une sorte de « vide des images caricaturales politiques » au Cameroun entre 1962 et 1973.

« commandement ». La police étatique s'activa à retirer à la pictographie satirique tout caractère politique. La satire graphique ne devrait nullement s'intéresser aux questions politiques et les autorités du pays ne pouvaient pas faire l'objet de représentations. L'art de la caricature ne devait servir qu'à la dépolitisation du peuple. La condition apolitique de la caricature sous le régime Ahidjo était le résultat d'un contexte précis caractérisé par le poids historique et mémoriel des rapports de force entre les nationalistes et l'Etat. En effet, la lutte contre le nationalisme upciste avait conduit à la mise en place par l'Etat post-colonial, des mesures coercitives de contrôle des populations et de la créativité artistique.

Bien qu'à partir de 1985 l'on observe une timide apparition du dessin politique, le code gouvernemental restrictif de la caricature qui remonte à 1974 a continué à régenter la pratique du graphisme satirique. C'est avec la promulgation de loi sur les libertés sociales en 1990, qu'on assiste à une libéralisation de la pensée graphique politique. S'éloignant ainsi des paradigmes de modélisation de l'art voulu par l'Etat depuis 1974, la caricature s'érigea au cours de la période dite de braise - celle des revendications virulentes des libertés et de la démocratie - en étendard pictural du contre-pouvoir. Le dessin satirique se fixa alors comme objectifs, non seulement la contestation du pouvoir, mais aussi la dénonciation de la complicité de la France dans l'autoritarisme au Cameroun. C'est donc avec fougue que les caricaturistes exploitent les images satiriques pour dénoncer l'ingérence de la « mère métropole » dans les affaires internes du Cameroun et les « liens spéciaux » que François Mitterrand entretient avec Paul Biya.

D'une part, la production des formes pictographiques met en scène le président Mitterrand dans une posture de « commandeur », de « baptiseur » ou de « maître ». D'autre part, le président Biya apparaît dans les images constamment « soumis à l'autorité » du chef de l'Etat français. Ces procédés d'illustration de l'autorité ont par ailleurs suscité l'émergence d'une imagerie caricaturale représentant constamment Mitterrand comme étant « l'oncle » de Paul Biya et par ricochet le « tonton » du Cameroun. Le développement de cette figure de « tonton Mitterrand » dans la presse privée s'est faite progressivement, au prorata du degré de l'implication et de l'intervention de la France dans la dynamique politique camerounaise. Il faut noter que la circulation de telles images n'était pas tolérée par le régime de Biya. Car le président camerounais, par loyauté à son homologue français, ne souhaitait pas que cette méthode de la presse locale de percevoir Mitterrand, n'entache leurs rapports personnels ou porte atteinte la coopération bilatérale.

Dans cette perspective, la censure administrative (principalement les saisies de parution par la police) était presque systématique sur les articles et dessins satiriques nuisibles à l'image du chef de l'État français. C'est ce qui justifie la raréfaction des archives pictographiques dévalorisantes de Mitterrand. Cependant, nous avons pu rassembler dans les archives privées de quelques collectionneurs, ces quelques images qui mettent en exergue cette perception caricaturale de « tonton Mitterrand » démontrée dans les illustrations suivantes.

La caricature n°1 ci-dessous, signée par *Hercule* a été publiée en 1991, dans le journal *L'Aurore* n°002 du 04 avril.

**Caricature 1 : Hercule, 1991, « Mitterrand le baptiseur de Paul Biya »**



© *Le Messager*, n°224 du 18 avril, p.3, extraite dans *L'Aurore* n°002 du 04 avril 1991.

Elle présente Mitterrand comme le baptiseur de Biya. Il s'agit d'une parodie satirique du rituel du baptême tel que appliqué par l'Église catholique romaine. L'image représente François Mitterrand, habillé en soutane de prêtre catholique entrain de procéder au rite chrétien de baptême. Derrière lui, on observe un crucifix estampillé

FMI. Paul Biya<sup>27</sup> est vêtu de costume traditionnel, les genoux à terre, les mains fermées, entrain de recevoir le sacrement du baptême. Au lieu de procéder au baptême « au nom du Père au plus haut des cieux, du Fils et du Saint Esprit » comme traditionnellement récité à l'Église catholique, François Mitterrand scelle le rituel chrétien en termes profanes du genre : « Béni soit celui qui vient au nom de la démocratie FMI au plus haut de la crise ».

De son côté, le président du Cameroun reste fidèle au rituel chrétien et acquiesce son baptême par un « Aamen », un ainsi soit-il accentué et soutenu. Selon les codes scripturaire et canonique de l'Église Ratholique Romaine, l'image de clerc contemporain est celui d'un civil à col fermé vêtu d'une soutane ou d'un costume, porteur de messages pontificaux qu'il propose avec une expression variable à une foule parfois séduite, parfois surprise (Le Bras, 1967 :27). L'image du clerc ainsi façonnée renforce le mythe religieux dont il est porteur et impose le respect chez les croyants (Le Bras, 1967 :27).

Symboliquement, l'illustration de François Mitterrand en prêtre traduit que ce dernier, en vertu de sa fonction de président de la France, « fille aînée de l'Église catholique, il serait investi des charges sacerdotales l'autorisant à administrer le « sacrement » à Paul Biya. Contrairement aux principes de la chrétienté, les sacrements de Mitterrand au lieu d'être formulés autour de la sainte trinité sont plutôt articulés au tour de la « démocratie et des programmes du FMI ».

L'estampillage de la croix sous le sigle du FMI est porteur d'une signification dichotomique. L'iconographie chrétienne s'est appuyée sur la croix pour exprimer le supplice du Messie aussi bien que le Salut et la passion du Sauveur (Chevalier et Gheerbrant, 1982 : 319). Sur la base de cette conception chrétienne de la croix, la vision du FMI peut être appréhendée à la fois sous le prisme messianique et déstabilisateur. Selon le regard messianique d'abord, la croix du FMI symbolise le sauvetage du Cameroun du gouffre financier creusé par la crise économique de 1986. Sous l'angle déstabilisateur ensuite, cette croix représente le supplice camerounais de la domination ou du *diktat* néocolonial à la fois politique et économique des institutions de Bretton Woods portée par la France. Pour rester cadré dans la perspective satirique de cette pictographie, la deuxième proposition semble adéquate à restituer la logique de l'image. En ce qui concerne

<sup>27</sup> Paul Biya, né le 3 février 1933 à Mvomeka'a dans le Sud Cameroun est chrétien catholique, fils d'un catéchiste. « Il fut éduqué par les missionnaires catholiques de Nden près de Zoétéle puis aux petits séminaires d'Édéa et d'Akono », in Gaillard Philippe, 1989, *Le Cameroun*, t.2, Paris, L'Harmattan, pp.74-75.

Paul Biya, sa posture de baptisé dans le dessin, peut signifier la soumission à l'autorité et procession de foi aux injonctions de la mère métropole (La France). Mitterrand est ainsi perçu comme le Parrain à qui le Filleul doit religieusement soumission.

Le contexte temporel d'intervention de cette image (1991) correspond à la période au cours de laquelle la France a énergiquement défendu la cause financière du Cameroun auprès du FMI (Pigeaud, 2011 : 236). De son côté, au cours de cette même année, Paul Biya a affiché dans les médias français son allégeance à Mitterrand. En réalité, le prêt d'ajustement structurel obtenu par le Cameroun auprès de la Banque Mondiale n'a pas suffi à redresser sa croissance économique négative.

L'état désastreux des finances du Cameroun fit de lui un « pays pauvre très endetté »<sup>28</sup> et par conséquent, sa crédibilité à rembourser ses dettes fut remise en cause et bloqua toute autre possibilité de prêt. Avec les caisses vides, l'Etat ne pouvait pas résorber ses difficultés économiques. Ce qui renforça la montée de la contestation populaire et menaça la stabilité du régime. La France, qui tenait à ce que le régime de Yaoundé ne lui échappe pas, va engager avec succès des négociations de nouveaux prêts au FMI en faveur du Cameroun (Pigeaud, 2011 : 236). Le soutien français permettra au gouvernement de renflouer les caisses publiques et lui apportera de ce fait une bouffée d'air. Content du soutien de la France, Biya fit officiellement son sermon d'allégeance à Paris. En 1991, à la fin d'une réception officielle à l'Élysée, il fit clairement savoir dans une interview accordée aux journalistes français qu'il est le « meilleur élève » de la France mitterrandienne en matière de démocratisation.

Le président camerounais avança dans la mesure où, il était le premier du pré-carré à légitimer la libération de la vie sociopolitique de son pays conformément aux instructions de La Baule. Au delà de cet argument, il faut appréhender l'assertion de Biya comme étant un sermon d'allégeance non seulement à Mitterrand mais également à l'Etat-patron qu'est la France. Par le fait de se déclarer « élève », Paul Biya accepte répondre aux exigences (à la fois politique et

---

<sup>28</sup> Le choc pétrolier de 1986 et la dépréciation du Dollar de 40% par rapport au F.cfa ont aggravé l'effondrement des revenus pétroliers principaux sources d'argent de l'Etat. Les recettes pétrolières passent de 722 milliards entre 1984 et 1984 à 233 milliards en 1987-1988. En 1989, le Pib a baissé de plus de 11%, les investissements publics ont régressés de plus de 40%, la dette en termes de PIB atteint 53% en 1991. Pour plus de détails sur la chute de l'économie camerounaise, lire, F. Pigeaud, 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala. G. Gourade, 2000, *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala.

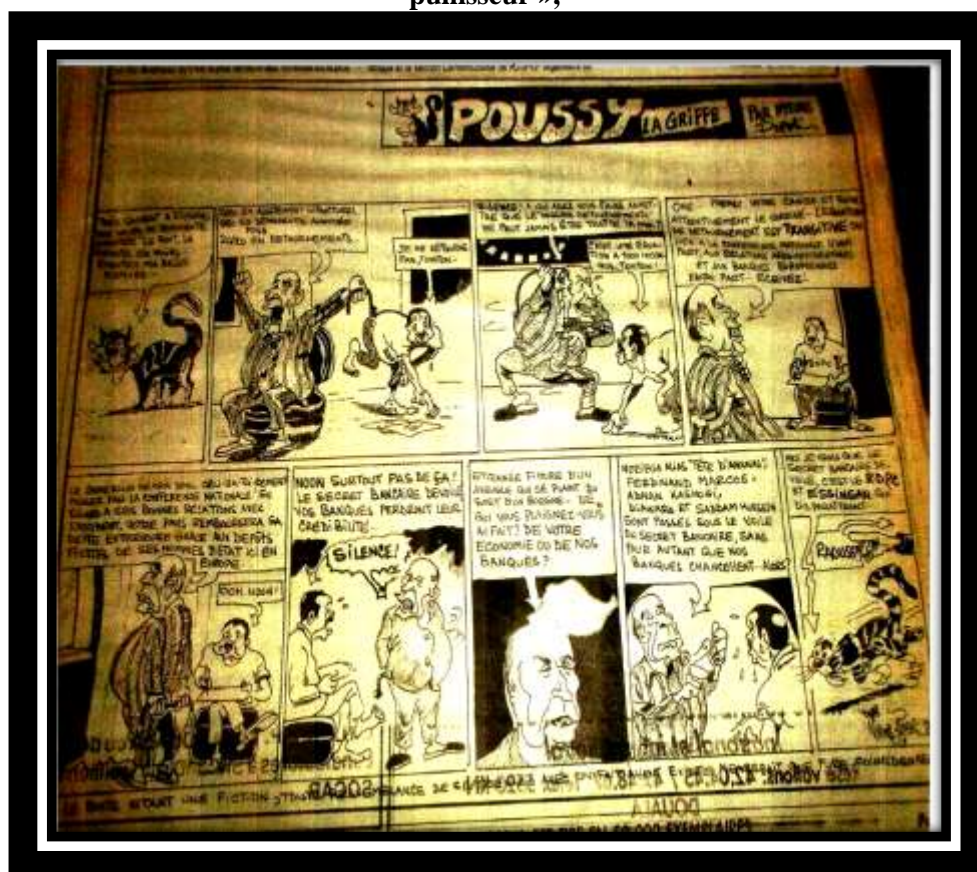
économiques) de son maître. L'impératif démocratique récupéré par Mitterrand en 1990, l'interventionnisme français auprès du FMI en faveur du Cameroun et l'empressement de Paul Biya à aller retirer son certificat de « meilleur élève » de la France, fournissent à souhait des arguments qui justifient la production de cette caricature d'Hercule. La présentation de Mitterrand comme étant un membre du clergé FMI et de Biya comme son fidèle disciple a suscité au sein de l'opinion publique camerounaise une vision nouvelle du Français : celle de l'oncle du président Biya. Vision que les caricaturistes se chargent de nourrir et de porter à travers des pictographies dont les scénographies sont purement fictives.

La caricature n°2 ci-dessous de Nyemb Popoli réalisée sous forme de bande dessinée met en scène une conversation téléphonique entre Biya et Mitterrand. Issue de l'imagination de l'artiste, l'œuvre est une pure fiction mais qui néanmoins met en exergue le rôle de parrainage de Mitterrand. La scène débute par l'inquiétude de Mitterrand qui veut avoir des nouvelles du Cameroun où sévit la contestation populaire contre le régime en place. Ensuite par un appel téléphonique, Mitterrand se signale à Biya comme son « Tonton » et qui veut lui donner des cours de démocratie par correspondance. Avant de se lancer dans son cours, Mitterrand demande l'état du pays. Biya s'empresse de lui faire comprendre la volonté populaire de pousser l'Etat à organiser la Conférence Nationale Souveraine et lui de justifier son refus en s'appuyant sur la Constitution. Alors, le « tonton » commence un cours (malheureusement le document est illisible) sur l'importance pour un gouverneur de cité de tromper les citoyens lorsque l'intérêt de l'État est en danger et la nécessité de conformer la constitution selon les critères démocratiques dans l'optique de donner l'illusion d'une libéralisation de la vie politique. La conversation s'achève par une ironie de la déclaration de Biya aux medias à l'Elysée qui insiste sur la disposition du gouvernement à dialoguer avec les partis de l'opposition au terme des élections prévues pour l'année 1992.



rigueur car son élève et neveu semble ne pas assimiler ses leçons. L'on comprend pourquoi le président tient un fouet à la main et Paul Biya est illustré en position plante choux (inclinaison du corps vers le bas, une jambe en l'air et un seul doigt fixé au sol tient le corps en équilibre). Dans le système éducatif camerounais, cette position fut longtemps utilisée par les instituteurs pour sanctionner les élèves moins assidus, les délinquants aux cours et ceux qui ne maîtrisent pas leurs leçons. Ces éléments picturaux laissent voir une situation de punition infligée à Biya. L'objet au cœur de la colère de « tonton Mitterrand » est celui de la problématique de la mauvaise gestion des fonds publics camerounais par le gouvernement camerounais.

Caricature 3 : Nyemb Popoli, 1991, « « Tonton Mitterrand », le punisseur »,



© *Le Messager*, n°227 du 08 mai, p.1.

Sur un ton autoritaire et colérique, « Tonton » rappelle d'abord les mauvaises notes de son élève en matière d'ajustement structurel et de démocratisation. Puis, il évoque une mention « 20/20 en détournement ». Biya, nie rapidement cette note en disant « je ne détourne pas Tonton ». La réaction de l'élève énerve le maître Mitterrand qui de manière furieuse exige le silence. Ensuite,

Mitterrand demande à Paul Biya de s'asseoir et de prendre son cahier dans lequel il doit précieusement inscrire le corrigé qui justifie ses erreurs de gouvernance financière. L'oncle demande à son neveu de noter que les écarts financiers de son pays sont liés à la préparation d'une conférence nationale, et aux dépôts des membres du gouvernement dans les banques occidentales. Alors comme solution, Mitterrand avec autorité, exige que le remboursement de la dette extérieure du Cameroun se fasse grâce « aux dépôts fictifs des hommes d'État en Europe ». La solution de Mitterrand impose la levée du secret bancaire que redoute le chef de l'État camerounais mais c'est sans compter sur la témérité de son oncle Mitterrand qui se veut donneur de leçons de bonne gouvernance. La scénographie de cette caricature insiste sur la représentation de Mitterrand comme étant un oncle répressif. Soucieux que son « meilleur élève » assimile avec efficacité ses leçons, il n'hésite pas à durement le punir. La punition a aussi pour objectif de redresser l'élève Paul Biya dans ses écarts de conduite dans la gouvernance financière. Aussi est-il que derrière ce caractère répressif se cache une volonté d'expression de supériorité qui permet à Mitterrand de rappeler à son filleul Paul Biya qu'il contrôle les affaires politiques du pays comme le démontre la caricature suivante.

Dans la pictographie n°4 ci-dessous, Nyemb Popoli représente le président de la France comme l'homme qui contrôle le jeu de succession à la tête de l'État camerounais. L'illustration met en exergue Mitterrand assis devant une table sur laquelle sont posées plusieurs cartes portant les figures des principaux leaders de l'opposition camerounaise<sup>29</sup>.

---

<sup>29</sup> Il s'agit de Samuel Eboua, Daouda Hayatou, Yondo Black, Hameni Bieulieu, Ni John Fru Ndi, Jean-Jacques Ekindi, Woungli Massaga, Louis Tobie Mbida, Ndam Njoya, Dicka, Litumba et S. Mbongo.

**Caricature 4 : Nyemb Popoli, 1992, « Tonton Mitterrand » contrôle le jeu politique au Cameroun,**



*La Messagère, du 31 août, p.2.*

À en croire la bulle de texte, Mitterrand est à la quête d'un joker qu'il ne trouve pas. Derrière le président français, Paul Biya est illustré les pieds nus, comme un gamin, il est entrain de bloquer les doigts pour que Mitterrand ne trouve pas au sein de ce jeu de carte de l'opposition son joker. Dans l'imagerie ésotérique populaire camerounaise, le fait de bloquer les doigts traduit un sort de blocage qui a pour but de conduire à l'échec de la personne à qui le sort est jeté. Utilisant donc cette technique de blocage contre Mitterrand, Biya est entrain de protéger sa place de poulain. La caricature produite à la veille des élections législatives et de la présidentielle de 1992 donne à savoir sur le rôle de Tonton dans le soutien français à Paul Biya. En effet, au cours de la même année, le régime de Biya est soumis à de vives contestations par les Etats-Unis principalement à travers son ambassadrice Frances Cook.

Le caractère jacobin, autoritaire et népotique de l'État camerounais lui vaut de nombreuses critiques et l'absence de soutien de nombreux pays occidentaux. Beaucoup sont d'ailleurs prêts à débarquer Biya du pouvoir pour « restaurer l'ordre démocratique dans le pays ». Ce qui explique le soutien apporté à certains leaders de l'opposition camerounaise. Parmi ces leaders la France ne trouve pas de dauphin et continue à soutenir Paul Biya. Sur l'échiquier politique, sous haute instruction de Mitterrand, la société pétrolière française Elf-Aquitaine prête 45 millions de dollars pour financer la campagne électorale de Biya alors à court d'argent (Pigeaud, 2011 : 235). En

contre-partie de cette aide, la Société a le droit de monter des puits off shore sur le territoire national, lesquels échappent à tout contrôle des autorités locales (Pigeaud, 2011 : 148). Biya a gagné l'élection par la force des irrégularités (Mongo Beti, 2006 : 199-204). Au lendemain de sa réélection à la tête de l'Etat, Paris a vite fait d'adresser au président son message de félicitations comme pour légitimer au plan international son appui à Paul Biya. Au plan financier, en 1993, la France fera un prêt au pays d'une valeur de 600 millions de FF, versé en grande partie à la Banque Mondiale pour payer les arriérés du Cameroun (Pigeaud, 2011 : 236). Ces exemples permettent d'illustrer comment Mitterrand est au contrôle de la politique interne du Cameroun. Il a le pouvoir de faire et défaire les présidents, car il n'est pas ignoré que dans les États néocoloniaux, les dirigeants sont des « gouverneurs à la peau noire » choisis par la France pour servir ses intérêts (Verschave, 2004 : 11). Par conséquent, Mitterrand n'est pas seulement perçu comme étant le « Tonton » de Paul Biya mais également comme celui du Cameroun.

Dans l'ensemble, ces images ont en commun qu'elles sont le fruit de l'imagination des caricaturistes. En réalité, ces manières artistiques de s'appuyer sur la fiction pour tracer une identité et une carrière à François Mitterrand relève d'une stratégie mise en place par les caricaturistes pour contourner la censure (principalement les saisies de parution de presse par la police) et éviter les procès pour diffamation. Le dispositif pictural fictif est un prétexte utilisé pour évoquer la main basse de « l'Etat patron » (la France) sur le Cameroun. Aussi est il que, le discours pictographique insiste de ce fait sur les maux qui gangrènent l'Etat camerounais à savoir: la dépendance des dirigeants politiques aux réseaux occidentaux, le suivisme dans la prise de décision au plan international, la personnalisation du pouvoir, la fragilité de la Constitution (charte fondamentale de l'État de droit), le simulacre de la démocratisation (qui se manifeste par la répression, la pérennisation du monolithisme, la fragilisation de l'opposition politique et le gangstérisme économique). Le but ultime de ces façons graphiques de présenter Mitterrand, est de valider son image en tant que « tonton » du Cameroun, laquelle à une signification symbolique politique particulière.

### **3. Symbolique de la figure de « Tonton Mitterrand » dans le discours politique au Cameroun.**

La production de l'imagerie caricaturale de Mitterrand fondée sur la figure de l'oncle est porteuse d'une symbolique politique bien que cette image s'inspire des paradigmes culturels locaux. L'aspect culturel de la figure de l'oncle s'appuie sur les rapports de parentés, il

renvoie conséquemment aux liens consanguins. Autrement dit, il s'agit des liens qui existent entre un individu et ses familles maternelle et paternelle. Dans plusieurs sociétés traditionnelles au Cameroun, l'enfant est tenu de respecter son oncle au même titre que ses parents. L'oncle, dans ces sociétés apparaît comme le double du père dans la mesure où il a le droit de participer à l'éducation de son neveu. Dans le jargon populaire, cet être craint et respecté est communément appelé « Tonton » par ses neveux. La dite appellation est révélatrice du rapport de familiarité qui existe entre un oncle et son neveu. Sur un plan symbolique, il faut lire cette « parenté » sous le prisme de la dépendance et la dépossession. Dépendance parce que, Paul Biya (le neveu) est sous le joug d'une subordination matérielle et morale dans les prises de décisions politiques. Dépossession dans la mesure où, les interventions mitterrandiennes au Cameroun privent le président camerounais de toute autonomie. Par conséquent, l'adoption de la figure de l'oncle dans le dessin satirique s'est faite par transposition du modèle culturel sauf que son message est essentiellement politique.

L'imagerie caricaturale telle qu'énoncée par les artistes non protagonistes du pouvoir s'inspire donc de l'acception culturelle locale de l'oncle pour représenter Mitterrand. Le sens politique donné à « tonton Mitterrand » renvoie aux logiques du paternalisme néocolonial. Dans le cadre de cette étude, il est entendu par paternalisme néocolonial, cette attitude de Mitterrand à se conduire comme un père envers Biya sur qui, il exerce une autorité dans l'optique de maintenir la politique impérialiste de la France. Concrètement, cette attitude se manifeste par des relations personnalisées entre Mitterrand et Paul Biya, l'accommodation du président français au pouvoir autoritaire du locataire du Palais de l'Unité d'Étoudi. Ce regard camerounais n'est pas partagé par J-F Bayart qui pense que la présumée accommodation de la France aux régimes autocratiques n'est qu'une vision d'optique (Bayart, 1993 : 117). La France d'après l'auteur, a tout simplement fait preuve de passivité dans l'anticipation et la sanction des retours de l'autoritarisme post-colonial (Bayart, 1993 : 117). Mais cette passivité que François-Xavier Verschave qualifie de « noir silence » (Verschave, 2000) est synonyme de complicité pour rejoindre Deltomb (Deltomb et al, 2011 : 650-652).

Le dispositif iconographique analysé dans le cadre de cette étude vise à restituer la réalité de ce paternalisme néocolonial de Mitterrand. La représentation de « Tonton Mitterrand » est orchestrée sous diverses manières. Tantôt il est présenté comme l'adoubeur de son neveu, tantôt il est mis en exergue comme le « tonton » à la fois sympathique et colérique d'une part. Et d'autre part, il apparaît

comme l'avant- gardiste qui est au contrôle de la succession politique au Cameroun. Ces manières iconographiques de voir Mitterrand érigent celui-ci en « tonton » donneur de leçons. Cependant, ces cours du président français sont loin de favoriser une émancipation démocratique réelle du Cameroun. La finalité de ces leçons de démocratie et de développement est d'assurer la soumission du neveu (Biya) à son oncle (Mitterrand), la valorisation du monolithisme, de la prébende (Joseph, 1987) et de la pérennisation au pouvoir comme gage de gouvernance. De cette manière, la politique franco-camerounaise de la France « est une politique néocoloniale extraordinairement nocive » pour reprendre les expressions de François-Xavier Verschave (Verschave et Hauser, 2004 : 52). Par cette figure de « tonton Mitterrand », les caricaturistes entendent désigner la France comme auxiliaire de la *dictature*<sup>30</sup> *biyaïste* qui opprime les Camerounais.

L'onomatopée politique « toton Mitterrand » est porteur d'un message puisqu'elle ne « se contente pas de désigner l'objet qu'il présente comme unique, mais il dit quelque chose à son sujet - quelque chose qui lui fait jouer un rôle dans la conflictualité sociale » (Bacot, 2010 : 51). Autrement dit, la nomination sert à désigner d'abord les fragments de la réalité politique camerounaise et ensuite à les sémiotiser. Par conséquent, l'activité de nomination et de figuration de l'oncle est donc un symbole de contestation de l'ingérence de la France dans les affaires internes du Cameroun. L'invention de « Tonton Mitterrand » devient le discours caricatural sur le néocolonialisme. Ce discours artistique vise principalement la responsabilité de la France dans le renforcement de la fragilité de l'État. En réalité, la valorisation de la caricature comme un espace public de prise de parole fait de cet art un « miroir sauvage » qui reflète les rapports incestueux de la France avec l'ordre dictatorial camerounais. La pictographie chargée pour ainsi dire, projette l'image que les Camerounais non dissidents au régime de Biya se font de « la main basse » de la France sur le Cameroun. C'est dire que la prise de parole contestataire s'est déplacée du cadre étreint des feuilles de journaux pour occuper l'espace artistique. Par conséquent, l'art de la caricature n'est plus seulement perçu comme une instance de créativité esthétique mais un canal d'engagement politique. Dans cette

<sup>30</sup> La France manifeste son soutien au Cameroun par le canal de l'aide humanitaire. Ainsi, en 1993, après l'élection présidentielle, la France octroi au gouvernement une aide financière de 110 millions de dollars. Les deux tiers de cette somme devant être versés à la Banque Mondiale afin que cette dernière n'applique les sanctions économiques au Cameroun. En réglant ainsi la dette, l'Elysée a évité que le pays ne devienne insolvable. (Beti, 2006 : 193).

perspective, la combinaison de l'art et la politique dans l'émancipation de la figure stéréotypée de « tonton Mitterrand » vise non seulement à déconstruire une image locale de Mitterrand (perçu par le pouvoir comme un sauveur) mais aussi celle de la France qui est accusée de complicité avec la dictature. Puisque les soutiens politiques et économiques de l'Élysée en faveur d'Étoudi ont annulé les promesses de démocratie évoquées à La Baule en 1990 (Verschave, 2004 : 6).

### Conclusion

Au Cameroun, la caricature a contribué à fabriquer l'identité et la carrière de François Mitterrand. La figure stéréotypée de « tonton Mitterrand » qui est attribuée au président s'appuie sur une identité d'affiliation familiale et une carrière de transaction hégémonique. En des termes plus explicites, l'identité familiale renvoie aux prérogatives d'oncle. Ce dernier a le rôle d'éduquer ses progénitures y compris son neveu. Cette identité est construite notamment à partir des figures d'adoubement et de leçons dispensées par Mitterrand. La carrière de transaction hégémonique quant à elle implique la posture de commandeur chez Mitterrand. À partir de cette carrière, il est façonné au président de la France une trajectoire de commandement suprême. C'est-à-dire que Mitterrand est considéré comme étant l'être dont le discours ne fait l'objet d'aucune contestation. Celui-là même qui est au cœur de la dynamique politique au Cameroun.

L'identité et la carrière caricaturale de François Mitterrand comme « tonton » donne à savoir sur les mécanismes d'exo-perception de la France en contexte camerounais. Si en France Mitterrand est perçu comme étant un monarque usé, rusé et secret (Renard 2010 :16), au Cameroun il est le « tonton » qui a stabilisé le « régime autocratique » de Yaoundé au pouvoir depuis 1982. La construction d'une identité particulière à Mitterrand est automatiquement collée à celle de la France. Autrement dit, la production de ces images stéréotypées du président est venue renforcer les clichés politiques que les Camerounais développent sur « la mère métropole ». Le discours pictural ainsi énoncé indexe de manière satirique le néocolonialisme de la France au Cameroun. Suivant cette logique, « Tonton Mitterrand » ne renvoie pas à cette figure de l'oncle qui participe au bien être de son neveu comme le veut les pratiques culturelles locales, mais, il est au contraire cet oncle qui jouit de son autorité pour émasculer à son bénéfice son neveu. Littéralement, la France, ici incarnée par Mitterrand est ce pays qui, au lieu d'aider le Cameroun à conduire efficacement son processus démocratique, l'a plutôt plombé dans la « grande nuit » en permettant le maintien du régime de la terreur.

Alors, dans le cas précis de cette étude, il est aisé de voir comment la caricature est utilisée pour transcrire les réalités néocoloniales de la France. L'espace de communication graphique devient l'espace de fabrication et de partage de la mémoire néocoloniale. Au même titre que la production littéraire sur les relations franco-camerounaise, l'imagologie caricaturale est présentée comme le support de la mémoire collective du rôle négatif de la France dans la pérennisation de la « démocrature » en territoire camerounais. Cependant, il faut noter qu'il s'agit d'une mémoire partagée autant par les Camerounais que par les Français. Dans la mesure où les interventions mitterrandiennes traduisent les actes de la France au Cameroun et par conséquent elles font partie intégrante de l'histoire néocoloniale française. Il y a donc nécessité de s'intéresser davantage sur l'iconographie caricaturale pour décrypter les permanences et les ruptures de la mémoire coloniale qui tapissent rapports que la France entretient avec le Cameroun. En outre, il importe de situer Mitterrand comme un acteur à part entière de la vie politique camerounaise. La raison en est que ses interventions politiques et économiques plus ou moins directes au Cameroun ont de manière active, influencé le cours de l'histoire de ce pays. Par ailleurs, la vernacularisation de la figure de Mitterrand dans le graphisme de la charge, est une tentative notoire pour les caricaturistes de s'approprier le président socialiste français en acteur politique intra-étatique au Cameroun.

### Bibliographie

- Abé Claude, 2011, « L'espace public au ras du sol en postcolonie : travail d'imagination et d'interpellation du politique au Cameroun », *Afrique Développement*, Vol XXXVI, N°2, pp.137-173.
- Abwa Daniel, 2000, *Commissaires et Hauts commissaires de la France au Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC.
- Amina Djouldé Christelle, (sous presse), « Sources marginalisées de l'histoire du Cameroun : Le graphisme de la charge comme matériaux pour la production et l'enseignement de l'histoire du Cameroun », *Actes du colloque congrès des historiens camerounais à Maroua du 04 au 06 décembre 2013, sur le thème : « l'enseignement et la recherche en histoire au Cameroun »*.
- Bacot Paul, 2010, « Développement et diversification d'une onomastique politique », *Mots. Les langages du politique*, n°64, pp.47-57.
- Bayart Jean-François, 1984, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala.
- Bayart Jean-François, 1993, « Fin de partie au sud du Sahara ? La politique africaine de la France », Serges Michailof, 1993, *La France et l'Afrique. Vademecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala.
- Beti Mongo 1986, *Lettre ouverte aux camerounais ou la deuxième mort de Ruben Um Nyobè*, Rouen, Peuples Noirs.

- Beti Mongo 2006, *La France contre l'Afrique. Retour au Cameroun*, Paris, La Découverte.
- Beti Mongo, 1972, *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspéro.
- Chevalier Jean et Gheerbrant Alain, 1982, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont/Jupiter.
- Courade Georges, 2000, *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala.
- Debray Janine Alexandre, 2006, *Victor Schoelcher ou la Mystique d'un Athée*, Paris, Périn.
- Deltomb Thomas et al, 2011, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la françafrique 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- Emmanuel Nikolas, 2010, « Donors –patrons and Aid clients: the case of France and Cameroun », *African Humanities*, vol 1, n°1, pp.73-91.
- Eyinga Abel 1984, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan.
- Fogué Francis A. et Amina Djouldé Christelle, 2014, « Analyse historique de la presse satirique francophone au Cameroun de la période coloniale au début du XXI<sup>e</sup> siècle », *Ridiculous*, n°19 bis, pp.407-429.
- Gaillard Philippe, 1989, *Le Cameroun*, t.2, Paris, L'Harmattan, pp.74-75.
- Hansen Ketil, Fred 2003, « The politics of personal relations: beyond néopatrimonialisme practices in the Northern Cameroon », *Journal of the International Africa Institute*, vol.73, n°2, pp. 202-225.
- Joseph Richard, 1986, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
- Joseph Richard, 1987, *Democracy and prebantal politics in Nigeria*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Le Bailly David, 2014, *La captive de Mitterrand*, Stock, Paris.
- Le Bras Gabriel, 1967, « L'image du clerc », *Archives de Sociologie de Religion*, Vol 23, n°23, pp.23-36.
- Médard Jean-François, 1996, « Patrimonialism, patrimonialization, néopatrimonialism and the study of post-colonial state in subsaharian Africa », Henrik. S. Marcussen, *Improved natural ressources management : the rôle of organizations and informals networks and institutions*, Denmark, Roskil de University, p. 76-97.
- Marc Michel, 2013, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Karthala.
- Michaïlof Serges 1993, *La France et l'Afrique. Vademecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala.
- Oyono Dieudonné 1990, *Avec ou sans la France ? La politique africaine du Cameroun depuis 1960*, Paris, L'Harmattan.
- Pigeaud Fanny, 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala.
- Renard Jean-Bruno, 2010, « La construction de l'image des hommes politiques par le folklore narratif. Anecdotes, rumeurs, légendes et histoires drôles », *Mots. Les langages du politique*, n°64, pp.11-23.

Ségas Sébastien 2012, « La diplomatie en images. Discours politique et mythe technocratique dans la bande dessinée Quai d'Orsay (tome 1) », *Mots. Les langages du politique*, n°99, pp.61-79.

Sindjoun Luc, 1996, « Le président de la République au Cameroun (1982-1996). Les acteurs et leur rôle dans le jeu politique, *Centre d'Etude d'Afrique Noire*, n°50.

Sindjoun Luc, 2007, « Les pratiques sociales dans les régimes politiques africains en voie de démocratisation, hypothèses théoriques et empiriques sur la paraconstitution », *Revue Canadienne de Sciences Politiques*, vol 40, n°2, pp.465-485.

Taguem Fah G.L, 2001, « Questions démocratiques, créativité artistique et modes politiques clandestins », G.L Taguem Fah (dir), 2001, *Cameroun 2001 : politique, économie et santé*, Paris, L'Harmattan.

Taguem Fah G.L, 2014, « Opposition et parti au pouvoir : une rivalité aux racines (néo)coloniales », Eboussi Boulaga et al, 2014, *Re-penser et reconstruire l'opposition camerounaise*, Yaoundé, Terroirs.

Verschave François-Xavier, 2004, *De la françafrique à la mafrafrique*, Bruxelles, Tribord.

Verschave François-Xavier, 2000, *Noir Silence. Qui arrêtera la France ?*, Paris, Les Arènes.

Verschave François-Xavier & Hauser Philippe, 2004, *Au mépris des peuples. Le Néocolonialisme franco-africain*, Paris, La Fabrique.

Weber Max, 1995, *Economie et société 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pion.

Weber Max, 1962, *Economie et société*, Paris, Pion.